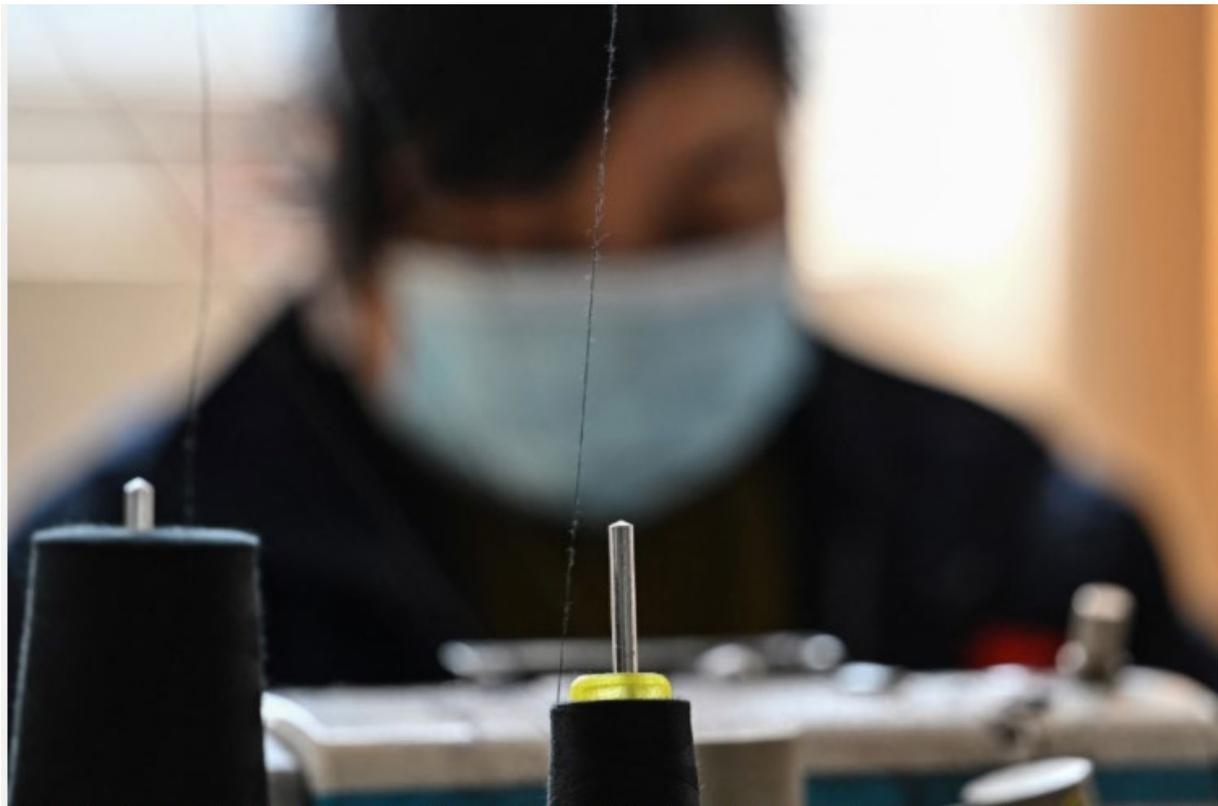


LES TRAVAILLEURS DU TEXTILE, VICTIMES SANS FILET DU COVID-19

INTERVIEW

16 avril 2021



Une ouvrière dans une usine de lingerie du comté de Guanyun, à environ 50 kilomètres de Lianyungang dans la province du Jiangsu, au nord-est de la Chine le 25 mars 2021. (Photo par Hector RETAMAL / AFP)

Sous-payés et sans protection sociale, les ouvriers du textile embauchés dans des pays à bas coût paient au prix fort la crise du Covid-19 qui frappe l'ensemble du secteur de l'habillement. Explications de Nayla Ajoutani, déléguée générale du Collectif Éthique sur l'étiquette.

Plus d'un an après le début de la pandémie de Covid-19, quelle est la situation économique des travailleurs de l'industrie du textile ? Ces travailleurs sont aujourd'hui confrontés à une perte généralisée d'emplois et de revenus, à des licenciements sans indemnisation et à des violences syndicales, qui les plongent davantage dans la pauvreté et la faim. À la suite de la chute des ventes d'habillement, les marques et enseignes du secteur ont en effet suspendu ou refusé de payer leurs commandes auprès de leurs fournisseurs, dont une grande partie se situe en Asie (Chine, Pakistan, Bangladesh, Inde, Indonésie, Myanmar, Sri Lanka ou encore Cambodge, NDLR), et utilisé le prétexte de la crise pour

accentuer la pression sur les prix. Depuis le début de l'épidémie, les fournisseurs ont déjà licencié 10 % de leurs travailleurs. Ces derniers ne bénéficient en outre d'aucune protection sociale qui leur permettrait de surmonter cette crise. Ils font face à un dilemme insoluble : aller travailler dans des usines non sécurisées d'un point de vue sanitaire et contracter le Covid-19 ou rester chez eux et ne pas être payés.

C'est pourtant toute l'industrie de l'habillement – des sous-traitants aux grands donneurs d'ordre – qui est frappée de plein fouet par la crise... Plusieurs grandes enseignes se remettent rapidement des pertes causées par la pandémie et devraient renouer avec les bénéficiaires dès cette année, en partie grâce à la vente en ligne. Ce n'est pas le cas pour les travailleurs de l'habillement. Sur l'ensemble de la chaîne de valeur, ce sont eux qui paient le prix de la crise. Et au prix fort. Ce sont les plus fragiles, les plus vulnérables et les moins bien protégés. En temps normal, ces travailleurs sont déjà parmi les moins bien payés au monde. La crise sanitaire n'a fait qu'aggraver leur situation. Les arriérés de salaires ont explosé. Le réseau international Clean Clothes Campaign, dont le Collectif Éthique sur l'étiquette est le membre français, a calculé qu'entre 3,2 et 5,8 milliards de dollars de salaires n'avaient pas été versés à des millions de travailleurs pour les trois premiers mois de la pandémie.

Les États concernés, les grandes enseignes, les consommateurs... Qui est responsable de cette paupérisation extrême des travailleurs de l'habillement ? La responsabilité la plus forte repose sur ceux qui sont à l'origine de ces disparités, de ces inégalités, de ce manque de justice sociale. Les grandes enseignes de fast fashion – H&M, Zara, Primark, etc. – prospèrent sur un modèle de production et de vente à bas coût. Pour dégager du profit, elles exercent une pression très forte sur l'ensemble des acteurs de la chaîne de production, dans des pays parmi les plus pauvres du globe. Les grandes puissances mondiales sont également coupables de favoriser, par une totale déréglementation, ce type de modèle économique. L'industrie de l'habillement est un secteur entièrement libéralisé, qui n'est pas soumis au respect des droits fondamentaux des personnes ou de l'environnement. Les réglementations actuelles exonèrent les entreprises transnationales – leaders de l'industrie de l'habillement – de toute responsabilité juridique vis-à-vis de leur chaîne de valeur. C'est inacceptable.

L'effondrement du Rana Plaza* en avril 2013 au Bangladesh, entraînant la mort de plus de 1 100 ouvriers d'une usine de textile, avait provoqué une onde de choc énorme. Les conditions de travail de ces travailleurs se sont-elles depuis améliorées ? Quelques améliorations ont été faites juste après l'événement. Une augmentation du salaire minimal du secteur a été obtenue de haute lutte, passant de 28 à 80 euros par mois aujourd'hui. Nous sommes là sur des salaires de misère qui ne permettent à aucun de ces travailleurs de subvenir correctement à leurs besoins. L'Accord Bangladesh – signé par les multinationales en mai 2013 – a par ailleurs permis d'améliorer la sécurité au sein des usines de production. Mais ces décisions ne changent rien au modèle économique des enseignes qui continuent à faire pression sur les prix à l'achat pour maximiser les profits.

La Chine – premier producteur de textile au monde – a réformé son droit du travail au tournant des années 2010, ce qui a notamment profité aux travailleurs de l'habillement. Est-ce un modèle possible ? La Chine a pu diversifier son économie et a décidé d'investir des secteurs à plus forte valeur ajoutée. Cela s'est traduit, il est vrai, par

des augmentations de salaires. Mais même en Chine, certains travailleurs de l'habillement ne sont pas payés au même niveau que les autres. Par ailleurs, il ne faut pas ignorer la question de la région du Xinjiang, dans le grand Ouest chinois. Le travail forcé de la population locale, les Ouïghours, est avéré. Le fait que des grandes sociétés transnationales en profitent est également avéré. Ces sociétés jouissent d'une impunité totale. De récentes recherches indépendantes compilées par Worker Rights Consortium montrent par exemple qu'Inditex (la maison mère de Zara) entretient des liens avec deux unités de production textile au Xinjiang, complices du système de travail forcé imposé par le gouvernement chinois. Nous venons d'ailleurs de déposer une plainte en France contre quatre multinationales – Inditex, Uniqlo, SMCP et Sketchers – pour recel de travail forcé et crime contre l'humanité au Xinjiang.

Comment dès lors améliorer la situation économique et sociale des travailleurs du textile ? Il est d'abord essentiel de soutenir les luttes, nombreuses et permanentes, des travailleurs dans les pays de production textile. C'est notre devoir de les appuyer pour qu'elles aboutissent. Nous devons, par ailleurs, avancer dans l'élaboration de règles contraignantes imposées aux sociétés transnationales. La directive sur le devoir de vigilance, actuellement en discussion au niveau européen, doit introduire la notion de responsabilité civile pour ces multinationales et permettre un meilleur accès aux tribunaux pour les victimes du secteur de l'habillement. Les pays démocratiques doivent enfin utiliser l'arme politique de façon à faire respecter les droits de ces travailleurs dans les pays de production.

Les opinions exprimées dans ce blog sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément la position officielle de leur institution ni celle de l'AFD.

* L'effondrement du Rana Plaza (source)

- Copyright ID4D, <https://ideas4development.org/travailleurs-textile-covid19/>